

2016DAD001
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :
MODIFICATION DU TABLEAU DE
L'EFFECTIF DU PERSONNEL

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD001-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Un agent du service de la police municipale ayant sollicité la diminution de sa quotité hebdomadaire de service (passage de 32 H à 24H30/s), il convient donc de créer un emploi d'adjoint administratif 2ème classe TNC 24 H 30/s.

Le Comité Technique, en date du 21 décembre 2015, a émis un avis favorable à l'unanimité sur cette demande.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

PREND bonne note que ce tableau tient compte de la délibération du conseil municipal en date du 17/12/2015, portant transfert des personnels à Montpellier Méditerranée Métropole et suppression des postes correspondants,

APPROUVE la modification du tableau de l'effectif communal comme suit :

EMPLOIS PERMANENTS

	Emplois existants	Echelles indiciaires
Directeur Général des Services	1	470/821
Attaché principal	2	504/966
Attaché	2	379/801
Rédacteur Territorial	5	325/576
Adjoint administratif de 1 ^{er} classe	5	échelle 4
Adjoint administratif principal de 1 ^{er} classe	1	échelle 6
Adjoint administratif principal de 2ème classe	3	échelle 5
Adjoint administratif principal de 2ème classe TNC (28h/s)	1	échelle 5
Adjoint administratif de 2ème classe	5	échelle 3
Adjoint administratif de 2ème classe à TNC (32h/s)	1	échelle 3
Adjoint administratif de 2ème classe à TNC (24h30/s)	1	échelle 3
Adjoint administratif de 2ème classe à TNC (17h30)	1	échelle 3
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	1	échelle 6
Chef de service de police principal 1ère classe	2	404/675
Chef de service de police principal 2ème classe	1	350/614
Brigadier Chef Principal	1	351/459
Garde champêtre principal	1	échelle 4
Gardien de police	4	échelle 4
Puéricultrice Cadre de Santé	1	430/740
Puéricultrice de classe normale TNC (17h30/35è)	1	430/740
Educateur de jeunes enfants	3	350/614
Educateur Territorial de Jeunes Enfants à TNC (21,5/35ème)	1	322/558
Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe	1	échelle 6
Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe TNC (28h/s)	1	échelle 6
Auxiliaire de puériculture de 1 ^{er} classe	1	échelle 4
Technicien principal de 1ère classe	2	404/660
Technicien principal de 2ème classe	1	350/614
Agent de maîtrise principal	3	351/529
Agent de maîtrise territorial	1	échelle 5

Adjoint technique principal de 1 ^{er} classe	2	échelle 6
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	2	échelle 5
Adjoint technique de 1 ^{er} classe	2	échelle 4
Adjoint technique de 1 ^{er} classe TNC (30/35 ^{ème})	1	échelle 4
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	20	échelle 3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC (28,5/35 ^e)	1	échelle 3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC (30/35 ^e)	4	échelle 3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC (32/35 ^e)	2	échelle 3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC (24/35 ^e)	1	échelle 3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC (20/35 ^e)	1	échelle 3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC (18/35 ^e)	1	échelle 3
Agent spécialisé principal de 1 ^{ère} classe des écoles maternelles	1	échelle 6
Agent spécialisé Principal de 2 ^{ème} classe des écoles maternelles	3	échelle 5
ATSEM de 1 ^{er} classe	6	échelle 4
Animateur principal de 1 ^{ère} classe	1	IB 404/660
Animateur principal de 2 ^{ème} classe	1	IB 350/614
Animateur	1	325/576
Adjoint d'animation de 2 ^{ème} classe	5	échelle 3
Educateur des APS principal 2 ^{ème} classe	1	350/614
Opérateur des activités physiques et sportives	1	échelle 4

EMPLOIS NON PERMANENTS

	Emplois existants	
COLLABORATEUR DE CABINET	1	
Auxiliaires contractuels (Saisonniers et vacataires)		
- Agents d'entretien et de salubrité	3	SMIC
- Agent d'accompagnement et soutien scolaire à T.I (8 H/semaine)	1	SMIC
- Adjoint administratif 2 ^{ème} classe	1	SMIC
- Agent d'accueil contractuel à Temps incomplet	1	SMIC
- Gardien de passerelle Temps non complet (25H/S)	3	SMIC
- Gardien de parking Temps non complet (25H/S)	6	SMIC
- Chauffeurs petits trains temps non complet	5	103,5 %SMIC
- Gardien de nuit Temps non complet (28H/S)	1	rémunération horaire
- Surveillants étude du soir vacataires	10	14,56 € brut
- Agents de surveillance de la voie publique	3	SMIC
Assistante maternelle non titulaire (contractuel)	21	SMIC
Opérateur des activités physiques – Echelle 4 – 1 ^{er} échelon (sauveteur qualifié)	4	IB 342
Opérateur qualifié des activités physiques et sportives – Echelle 5 – 7 ^{ème} échelon (adjoint au chef de poste)	4	IB 375
Opérateur principal des activités physiques et sportives – Echelle 6 – 4 ^{ème} échelon (chef de poste)	3	IB 416
Opérateur principal des activités physiques et sportives – Echelle 6 – 6 ^{ème} échelon TNC (7H/S) (chef de secteur)	1	IB 457
C.A.E (Contrats d'accompagnement à l'emploi)	20	SMIC
CONTRATS D'AVENIR	6	SMIC
CONTRAT D'APPRENTISSAGE	1	% SMIC/âge

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE **22 JAN. 2016**

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD001-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Noël SEGURA



2016DAD002
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

ACQUISITION PARCELLE AP N°141
MME MEZGER ARLETTE

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD002-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Dans le cadre de sa politique foncière, la commune a obtenu de Madame MEZGER Arlette, domiciliée « Les Lettres de mon Moulin » Apt 102 BT B 34000 MONTPELLIER, une promesse de vente reçue le 30/12/2015, concernant la parcelle AP 141, lieu-dit « Les Tombettes », d'une superficie de 508 m²

La transaction pourra se faire au prix de 1,20 €/ m², auquel s'ajoutent 406,40 € pour le bâti, soit un montant total de 1 016 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ATORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE 22 JAN. 2016

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA



2016DAD003
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

ACQUISITION PARCELLE BB N°45
M. ROQUES PATRICE

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD003-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Dans le cadre de sa politique foncière, la commune a obtenu de Monsieur ROQUES Patrice, domicilié 30 rue du Clos 93160 NOISY LE GRAND, une promesse de vente reçue le 09/11/2015, concernant la parcelle BB 45, lieu-dit « Le Prat du Castel », d'une superficie de 2 072 m², classée en zone Ner du PLU

Cette acquisition permettra de regrouper un maximum de parcelles situées dans ce secteur sensible, afin de les restituer à leur état naturel et de mettre à disposition de plus grandes surfaces cultivables aux agriculteurs.

La transaction pourra se faire au prix de 1,15 €/ m², soit un montant total de 2 382,80 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ATORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.


FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE 22 JAN. 2016

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA

2016DAD004
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

ACQUISITION PARCELLE AP N°151
MME RAMOND PEYRAS GERMAINE

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est rassemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD004-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Dans le cadre de sa politique foncière, la commune a obtenu de Madame RAMOND PEYRAS Germaine, domiciliée 28 rue d'Orange 30000 NIMES, une promesse de vente reçue le 04/01/2016, concernant la parcelle AP 151, lieu-dit « Les Tombettes », d'une superficie de 1 595 m²

La transaction pourra se faire au prix de 1,20 €/ m², auquel s'ajoutent 1276 € pour le forage, les arbres et le nettoyage, soit un montant total de 3 190 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ATORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE 22 JAN. 2016

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA



2016DAD005
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

ACQUISITION PARCELLE AP N°121
MME LAJEANNE VASSEUR GINETTE

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD005-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Dans le cadre de sa politique foncière, la commune a obtenu de Madame LAJEANNE VASSEUR Ginette, domiciliée 8 rue de Dole 39410 SAINT AUBIN, une promesse de vente reçue le 08/01/2016, concernant la parcelle AP 121, lieu-dit « Les Tombettes », d'une superficie de 1 827 m²

La transaction pourra se faire au prix de 1,20 €/ m², auquel se rajoutent 1462 euros pour les arbres et la remise en état du terrain, soit un montant total de 3 654 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ATORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE 22 JAN. 2016

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA



2016DAD006
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est rassemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

OBJET :

AUTORISATION DE SIGNER UN
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
AVEC LA CAISSE FRANCAISE DE
FINANCEMENT LOCAL, SFIL ET
DEXIA CREDIT LOCAL

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Le Maire
Noël SEGURA



Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD006-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

VU le code le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment l'article L2121-29,

VU le code civil, et notamment les articles 2044 et suivants,

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité**,

DECIDE :

Article 1

Le Conseil Municipal approuve le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local (« CAFFIL »), SFIL (anciennement dénommée Société de Financement Local) et Dexia Crédit Local (« DCL »), ayant pour objet de mettre fin aux différends opposant la commune de Villeneuve-lès-Maguelone d'une part, et CAFFIL, SFIL et DCL d'autre part, au sujet des contrats de prêt n°MPH258273EUR, n°MIN267854EUR et n°MPH267849EUR et de la procédure litigieuse en cours.

Article 2

Le Conseil Municipal approuve la conclusion du protocole transactionnel ci-après annexé, dont les éléments essentiels sont les suivants :

a) Contestation que la transaction a pour objet de terminer :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone et DCL ont conclu les contrats de prêt n°MPH258273EUR, anciennement numéroté MPH985296EUR (ci-après le « **Contrat de Prêt Litigieux n°1** »), n° MIN267854EUR (ci-après le « **Contrat de Prêt Litigieux n°2** ») et n° MPH267849EUR (ci-après le « **Contrat de Prêt Litigieux n°3** »). Les prêts y afférents sont inscrits au bilan de CAFFIL qui en est le prêteur et leur gestion a été confiée, à compter du 1^{er} février 2013, à SFIL.

Les caractéristiques essentielles de ces prêts sont les suivantes :

	Numéro du contrat	Date de conclusion	Montant initial du capital emprunté	Durée initiale du contrat de prêt	Taux d'intérêt	Score Gissler
Contrat de Prêt Litigieux n°1	MPH258273EUR	4 avril 2007	4 141 213,41 EUR	22 ans et 1 mois	Pendant une première phase qui s'étend de la date de versement incluse jusqu'au 01/06/2010 exclu : taux fixe de 3,93%. Pendant une deuxième phase qui s'étend du 01/06/2010 inclus jusqu'au 01/06/2027 exclu :	Hors Charte

					formule de taux structuré. Pendant une troisième phase qui s'étend du 01/06/2027 inclus jusqu'au 01/06/2029 exclu : taux fixe de 3,93%.	
Contrat de Prêt Litigieux n°2	MIN267854EUR	11 janvier 2010	1 000 000 EUR	21 ans	Pendant une première phase qui s'étend de la date de mise en place de la tranche d'amortissement incluse jusqu'au 01/04/2012 exclu : taux fixe de 4,12%. Pendant une deuxième phase qui s'étend du 01/04/2012 inclus jusqu'au 01/04/2027 exclu : formule de taux structuré. Pendant une troisième phase qui s'étend du 01/04/2027 inclus jusqu'au 01/04/2032 exclu : taux fixe de 3,89%.	1E
Contrat de Prêt Litigieux n°3	MPH267849EUR	11 janvier 2010	3 376 657,85 EUR	22 ans	Pendant une première phase qui s'étend de la date de versement incluse jusqu'au 01/04/2012 exclu : taux fixe de 3,89%. Pendant une deuxième phase qui s'étend du 01/04/2012 inclus jusqu'au 01/04/2027 exclu : formule de taux structuré. Pendant une troisième phase qui s'étend du 01/04/2027 inclus jusqu'au 01/04/2032 exclu : taux fixe de 3,89%.	1E

Par acte en date du 14 juin 2013, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a assigné DCL, SFIL et CAFFIL devant le Tribunal de grande instance de Nanterre aux fins de solliciter notamment :

- (i) à titre principal la nullité des clauses de stipulation d'intérêt des contrats de prêt ainsi que l'application du taux d'intérêt légal au lieu et place des taux d'intérêt contractuels ,
- (ii) à titre subsidiaire, la nullité de ces mêmes contrats de prêt pour cause illicite du fait de leur caractère spéculatif,
- (iii) à titre infiniment subsidiaire, la condamnation des défenderesses à des dommages et intérêts du fait de manquements graves à leurs obligations.

L'instance est actuellement pendante (RG n°13/07130).

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone a souhaité refinancer le Contrat de Prêt Litigieux n°1 pour permettre sa désensibilisation ainsi que le Contrat de Prêt Litigieux n°2. CAFFIL et SFIL ont accepté de prendre en considération sa demande de refinancement.

Sans reconnaître le bien fondé de leurs prétentions respectives et afin de mettre un terme définitif aux différends qui les opposent, et en particulier à la procédure litigieuse, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une part, et CAFFIL et SFIL, d'autre part :

- se sont rapprochées et, après plusieurs échanges, envisagent de conclure un nouveau contrat de prêt, et
- ont souhaité formaliser leurs concessions réciproques dans le cadre d'un protocole transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code civil.

En ce qui concerne le Contrat de Prêt Litigieux n°1, ce protocole transactionnel est par ailleurs requis (i) par la loi de finances pour 2014 modifiée par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 et (ii) par le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 modifié par le décret n°2015-619 du 4 juin 2015, afin de déposer une demande d'aide au fonds de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux ayant contracté des produits structurés.

b) Concessions et engagements réciproques des parties :

Pour mettre un terme transactionnel à leurs différends et sous réserve de certaines conditions résolutoires précisées dans le protocole transactionnel, les parties s'engagent comme suit :

Les concessions et engagements de CAFFIL sont les suivants :

- (i) CAFFIL a accepté de prendre un nouveau risque de crédit et de proposer à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone un nouveau contrat de prêt à taux fixe destiné notamment à refinancer le Contrat de Prêt Litigieux n°1 et le Contrat de Prêt Litigieux n°2.

Les caractéristiques essentielles du nouveau contrat de prêt devront répondre aux conditions suivantes :

- montant maximal du capital emprunté : 8 110 372,26 euros dont (i) 3 620 372,26 euros au titre du remboursement anticipé du capital restant dû du Contrat de Prêt Litigieux n°1 et du Contrat de Prêt Litigieux n°2, et (ii) un montant maximum de 4 490 000,00 euros au titre du paiement partiel de l'indemnité compensatrice dérogatoire due au titre du remboursement anticipé du Contrat de Prêt Litigieux n°1 et du Contrat de Prêt Litigieux n°2.
- durée maximale : 13 ans.

- taux d'intérêt fixe maximal : 3,25 % l'an.
 - CAFFIL et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone conviennent que le solde de l'indemnité compensatrice dérogatoire non intégrée dans le capital du nouveau contrat de prêt sera pris en compte dans le taux d'intérêt du Nouveau Contrat de Prêt.
- (ii) CAFFIL s'engage en outre à ne réaliser aucune marge sur la liquidité nouvelle qui sera apportée à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le cadre du nouveau contrat de prêt laquelle sera consentie à prix coûtant, c'est-à-dire à un niveau permettant à CAFFIL de couvrir uniquement les coûts de financement et d'exploitation.
- (iii) A la condition que les sommes restant dues au titre du Contrat de Prêt Litigieux n°1 soient réglées en application des stipulations de l'article (iv) ci-après, CAFFIL consent également à abandonner la créance d'un montant de 28 941,96 euros qu'elle détient sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au titre des intérêts de retard relatifs aux échéances non réglées du Contrat de Prêt Litigieux n°1, telle que mentionnée dans le courrier de décompte des impayés adressé à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone le 14 décembre 2015.
- Sous réserve du règlement par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone des sommes dues au titre du Contrat de Prêt Litigieux n°1 ainsi que du Contrat de Prêt Litigieux n°2 et du respect de ses obligations au titre de l'article (iv) ci-dessous, les engagements de SFIL consistent à accepter le désistement d'instance et d'action de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone à son égard et à renoncer à tous droits et actions au titre des Contrats de Prêts Litigieux n°1 et n°2 et de la procédure litigieuse.

Les concessions et engagements de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone consistent à :

- (i) mener à bien une demande d'aide au fonds de soutien dans les conditions prévues par le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 modifié par le décret n°2015-619 du 4 juin 2015 en ce qui concerne le Contrat de Prêt Litigieux n°1 ;
 - (ii) renoncer à tous droits, actions, prétentions ou procédures judiciaires, arbitrales ou administratives visant à obtenir, par tous moyens, (a) la nullité, la résiliation ou la résolution (totale ou partielle) des Contrats de Prêt Litigieux n°1, n°2 et n°3, ainsi que de tout contrat de prêt ayant été refinancé, en tout ou partie, par ces contrats de prêt ou de tout autre document précontractuel ou contractuel qui pourrait s'y rapporter, (b) la mise en cause de la responsabilité de SFIL, CAFFIL et/ou DCL au titre des Contrats de Prêt Litigieux n°1, n°2 et n°3, ainsi que de tout contrat de prêt ayant été refinancé, en tout ou partie, par ces contrats de prêt ou de tout autre document précontractuel ou contractuel qui pourrait s'y rapporter ;
 - (iii) régulariser le désistement de la procédure en cours par conclusions de désistement d'instance et d'action signifiées dans les huit jours ouvrés suivant la signature par télécopie du nouveau contrat de prêt.
 - (iv) régler la somme de 844 754,43 euros correspondant au montant restant dû en capital et en intérêts au titre du Contrat de Prêt Litigieux n°1, telle que mentionnée dans le courrier de décompte des impayés adressé à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone le 14 décembre 2015 (ci-après les « Sommes Impayées »).
- Le règlement des Sommes Impayées devra être opéré de la manière décrite ci-après. La commune de Villeneuve-lès-Maguelone devra ainsi :
- (i) régler la somme de 525 000,00 euros minimum au plus tard deux (2) jours ouvrés avant la date fixée par SFIL pour la signature par télécopie du Nouveau Contrat de Prêt ;
 - (ii) régler le solde au plus tard le 30 avril 2016.

Les engagements de Dexia Crédit local consistent à accepter le désistement d'instance et d'action de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone à son égard et renoncer à tous droits et actions au titre des Contrats de Prêt Litigieux n°1, n°2 et n°3 et de la procédure litigieuse.

Article 3

Le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire à signer le protocole transactionnel et à passer tous actes nécessaires à l'exécution de celui-ci.

Annexe : Projet de protocole transactionnel à conclure avec CAFFIL, SFIL et DCL

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE **22 JAN. 2016**

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA



Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD006-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Noël SEGURA



La présente délibération sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.

2016DAD007
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

AUTORISATION DE SIGNER AVEC LE
REPRESENTANT DE L'ETAT LA
CONVENTION PRISE EN APPLICATION
DU 2° DU I DE L'ARTICLE 3 DU DECRET
N°2014-444 DU 29 AVRIL 2014 REFLATIF
AU FONDS DE SOUTIEN AUX
COLLECTIVITES TERRITORIALES ET A
CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS
AYANT SOUSCRIT DES CONTRATS DE
PRET OU DES CONTRATS FINANCIERS
STRUCTURES A RISQUE

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est rassemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-7 et suivants,
VU la loi de finances n°2013-1278 du 29 décembre 2013 pour l'année 2014, et notamment son article 92 instituant un fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque,
VU le décret n°2014-444 du 29 avril 2014 modifié relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque,
VU les arrêtés du 4 novembre 2014 et du 22 juillet 2015 pris en application du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 portant application de l'article 92 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014,
VU le dossier déposé auprès du représentant de l'Etat pour une demande d'aide au remboursement des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque contractés auprès de DEXIA,
VU la notification de décision d'attribution d'aide pour le remboursement anticipé de contrats de prêts ou de contrats financiers structurés à risque, reçu du Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque, datée du 6 novembre 2015 et reçue en mairie le 16 novembre 2015,
VU le projet de convention prise en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque annexé à la présente délibération,
Considérant qu'afin de finaliser le dossier complémentaire visé au V de l'article 2 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque, il convient d'autoriser l'exécutif à signer avec le représentant de l'Etat la convention prise en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque

Ouïe l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec le Représentant de l'Etat la convention prise en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce utile au règlement de ce dossier.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE 22 JAN. 2016

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD007-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Noël SEGURA



2016DAD008
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

OBJET :

CONCLUSION AVEC LA CAFFIL DU
NOUVEAU PRET DE REFINANCEMENT
DES CONTRATS DE PRET
n°MIN267854EUR et MPH258273EUR

Le Maire
Noël SEGURA



Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD008-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUI, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Dans le contexte de la mise en place du fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant contracté des produits structurés par la loi de finances pour 2014 et le décret n°2014-444 du 29 avril 2014, la COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, d'une part, et la Caisse Française de Financement Local (« CAFFIL »), SFIL et Dexia Crédit Local (« DCL »), d'autre part, ont estimé qu'il était de leur intérêt mutuel de terminer la contestation en cours, ayant pour objet les contrats de prêt n° MIN267854EUR, MPH258273EUR et MPH267849EUR conclus avec DCL respectivement le 11/01/2010, le 4/04/2007 et le 11/01/2010, au moyen d'une transaction régie par les articles 2044 et suivants du code civil.

Cette transaction prévoit que CAFFIL s'engage, sous certaines conditions, à proposer à la COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE la conclusion d'un nouveau contrat de prêt destiné à refinancer notamment les contrats de prêt n°MIN267854EUR et MPH258273EUR.

Monsieur le Maire rappelle que pour refinancer les contrats de prêt susvisés, il est opportun de recourir à un emprunt d'un montant global maximum de 8 110 372,26 EUR.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version CG-CAFFIL-2015-06 y attachées, **à l'unanimité,**

DECIDE :

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
Emprunteur : COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE
Score Gissler : 1A
Montant du contrat de prêt : 8 110 372,26 EUR
Durée du contrat de prêt : 13 ans
Objet du contrat de prêt : à hauteur de 8 110 372,26 EUR, refinancer, en date du 01/06/2016, les contrats de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé	Intérêts courus non échus
MIN267854EUR	001	1E	665 059,28 EUR	4 642,85 EUR
MPH258273EUR	001	Hors Charte	2 955 312,98 EUR	-
Total			3 620 372,26 EUR	4 642,85 EUR

Le montant total de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est au maximum de 4 490 000,00 EUR.

Le montant total refinancé est de 8 110 372,26 EUR.

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n°MIN267854EUR001, les intérêts courus non échus dus sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 4,12 %.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome des contrats de prêt refinancés et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/06/2016 au 01/06/2029

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 8 110 372,26 EUR maximum

Versement des fonds : 8 110 372,26 EUR maximum réputés versés automatiquement le 01/06/2016

Taux d'intérêt annuel : taux fixe maximum de 3,25 %

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : personnalisé

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/06/2027	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/06/2027 jusqu'au 01/06/2029	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE **22 JAN. 2016**

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Le Maire
Noël SEGURA



Noël SEGURA



Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD008-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

2016DAD009
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

ABANDON DES CONTENTIEUX EN
COURS CONTRE LA CAISSE
FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL,
SFIL ET DEXIA CREDIT LOCAL

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD009-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

VU la délibération n°2013DAD113 en date du 13 juin 2013 autorisant Monsieur le Maire à déposer une action en justice contre Dexia Municipal Agency, la Caisse Française de Financement Local, la Société Française de Financement Local et l'Etat, afin d'obtenir la résolution judiciaire des contrats de prêts souscrits auprès de Dexia portant les numéros MPH267849EUR001, MIN267854EUR001 et MPH985296EUR/0986958, ainsi que ceux auxquels ils se sont substitués,

VU les décisions du Conseil Municipal en date du 21 janvier 2016 :

- approuvant le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local (« CAFFIL »), SFIL (anciennement dénommée Société de Financement Local) et Dexia Crédit Local (« DCL »), ayant pour objet de mettre fin aux différends opposant la commune de Villeneuve-lès-Maguelone d'une part, et CAFFIL, SFIL et DCL d'autre part, au sujet des contrats de prêt n°MPH258273EUR, n°MIN267854EUR et n°MPH267849EUR et de la procédure litigieuse en cours,
- approuvant que la CAFFIL s'engage, sous certaines conditions, à proposer à la COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE la conclusion d'un nouveau contrat de prêt destiné à refinancer notamment les contrats de prêt n°MIN267854EUR et MPH258273EUR.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE l'abandon des contentieux en cours contre la Caisse Française de Financement Local, la SFIL et Dexia Crédit local tels qu'engagés suite à la délibération du 13 juin 2013.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE **22 JAN. 2016**

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA



2016DAD010
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :
AIRE DE CAMPING CAR –
MODIFICATION
TARIFS ET REGLEMENT

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est rassemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Noël SEGURA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD010-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

La commune a réalisé une aire de camping-cars qui rencontre un grand succès. Il convient que le Conseil Municipal fixe les tarifs 2016 d'accès à cette aire, ceux-ci étant inchangés depuis 2011, selon des modalités suivantes :

Basse saison :

- 1 jour : 10€
- 3 jours : 28€
- 7 jours : 60€

Haute saison :

- 1 jour : 15€
- 3 jours : 40€
- 7 jours : 85€

Le tarif comprend l'emplacement et les accès à l'eau et l'électricité.

Il convient également de reprendre le règlement intérieur afin de tenir compte de l'évolution des usages.

Le Conseil Municipal, **à l'unanimité**,

APPROUVE les nouveaux tarifs et le règlement, joint en annexe, qui seront applicables à compter de la prochaine haute saison.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

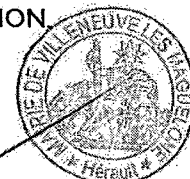
FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE **22 JAN. 2016**

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION

Noël SEGURA





AIRE DE CAMPING CAR

REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE PREMIER : Le stationnement des autocaravanes ou camping-cars est autorisé et conseillé à Villeneuve-lès-Maguelone sur l'aire de camping-cars sise chemin du Pilou.

ARTICLE 2 : L'accès à l'aire de camping-cars s'effectue à partir de l'avenue Poitevin. Le stationnement est réservé uniquement aux autocaravanes ou camping-cars et interdit à tout autre type de véhicule.

La mise en stationnement d'un véhicule doit être effectuée obligatoirement sur les emplacements spécialement délimités à cet effet.

ARTICLE 3 : L'aire de stationnement comprend 39 emplacements de stationnement.

Du 1^{er} mai au 30 septembre (haute saison), le stationnement est limité à sept nuits par période de quinze jours.
Du 1^{er} octobre septembre au 30 avril (basse saison), le stationnement est limité à quinze nuits par période de trente jours.

Le stationnement est payant. Les usagers sont tenus de procéder au paiement sur la borne automatique ou auprès du régisseur du droit de stationnement ou de son mandataire, d'un tarif correspondant à l'occupation d'un emplacement et frais annexes, tarif fixé par délibération du Conseil Municipal.

Le paiement d'une durée de stationnement prédéterminé, permet l'utilisation d'un code électronique qui donne accès : au site, à l'eau et à l'électricité pendant la durée du séjour.

ARTICLE 4 : PROPRETE-SALUBRITE-SERVICE

Une borne d'eau potable est disponible sur chaque emplacement. Son usage s'effectue grâce au code électronique. La borne est exclusivement réservée aux recharges des cuves d'eau du camping-car. Le lavage des véhicules y est strictement interdit.

Vidange : Les vidanges des cassettes chimiques sont obligatoirement effectuées dans le réceptacle prévu à cet effet. Les vidanges d'eaux usées doivent être effectuées dans le regard au sol raccordé au réseau d'assainissement : une projection d'eau par gicleur est effectuée automatiquement lors du départ d'un camping-car de l'espace prévu à cet effet.

Les usagers sont tenus pour des raisons d'hygiène de respecter ces dispositions et veiller au maintien de la propreté des lieux.

Les usagers qui bénéficient du seul forfait « vidange » ne sont en aucun cas autorisés à stationner sur l'aire.

Ordures ménagères : Les ordures ménagères doivent impérativement être déposées dans des conteneurs disposés sur l'aire. Le tri sélectif doit être réalisé par chaque usager, sous peine d'exclusion de l'aire.

ARTICLE 5 : Seul le séjour en camping-car en état normal de circulation et en état de fonctionner est autorisé sur l'aire de stationnement.

ARTICLE 6 : Toute installation fixe ou toute construction est interdite sur le terrain dans l'emplacement où le stationnement est autorisé ainsi que sur les parties communes ou tout autre lieu.

ARTICLE 7 : Les branchements électriques ne sont autorisés que sur les bornes spécifiques de l'aire.

ARTICLE 8 : Les utilisateurs de l'aire ne sont en aucun cas autorisés à laisser quoi que ce soit sur l'aire après leur départ.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE

La circulation et le stationnement à l'intérieur de l'aire ont lieu aux risques et périls des conducteurs des véhicules qui en conservent la garde et la responsabilité comme il en irait d'une circulation ou d'un stationnement sur la voie publique. Le stationnement (et la circulation qui en résulte) constitue une simple autorisation d'utiliser et d'occuper temporairement l'emplacement affecté à l'usage des camping-cars. Cette autorisation ne saura en aucun cas constituer un contrat de dépôt de gardiennage ou encore de surveillance. La mise à disposition au public de cette aire est une mesure de police destinée à réglementer le stationnement en vue de pallier les difficultés de stationnement et d'accès des camping-cars en centre-ville.

L'attention des usagers est toutefois attirée sur le fait que l'aire et ses abords peuvent faire l'objet de mesures de vidéo protection.

Ainsi, les installations de l'aire sont mises à la disposition des usagers qui les utilisent sous leur entière responsabilité. Il en est de même pour tout matériel, objets et effets des usagers.

L'accès à l'aire de camping-car étant inondable (en cas de crue de la Capoulière), la circulation des véhicules est laissée à l'entière diligence des usagers. En aucun cas la responsabilité de la Ville ne peut être mise en cause.

L'aire de camping-cars peut être fermée provisoirement pour des raisons de sécurité, de travaux ou de maintenance.

ARTICLE 10 : Toute personne admise sur l'aire de stationnement est responsable des dégradations qu'elle cause ou qui sont causées par des personnes dont elle doit répondre, ainsi que par les animaux ou les choses placées sous sa garde. Elle sera en conséquence tenue à la réparation intégrale des préjudices correspondants.

En conséquence, chaque usager doit veiller individuellement au respect des installations et reste civilement responsable des dommages qu'il provoque.

Les enfants sont sous l'entière responsabilité des parents qui s'engagent à les surveiller.

ARTICLE 11 : Les usagers devront se respecter mutuellement et observer une parfaite correction à l'égard du voisinage et du personnel intervenant sur l'aire de stationnement.

Ils ne devront en aucun cas troubler l'ordre public.

ARTICLE 12 : PROPRETE-HYGIENE-SALUBRITE

Les usagers sont tenus à un strict respect des règles d'hygiène et de salubrité.

Chaque usager est responsable de l'état de propreté de l'emplacement où il stationne. Il se doit de le maintenir en bon état de même que ces abords, par exemple en ne laissant pas de papiers, de bouteilles en plastique, de morceaux de verre et d'emballages en tout genre sur le terrain. Les évacuations d'eaux usées ne peuvent être effectuées que dans les emplacements prévus à cet effet sur l'aire d'accueil.

ARTICLE 13 : Des containers sont à la disposition des usagers. Tout dépôt d'ordures ménagères en un autre lieu est interdit.

En outre, tout dépôt d'ordures autres que ménagères est prohibé dans les containers d'ordures ménagères (ferrailles, gravats, pneus etc.).

ARTICLE 14 : Le dépôt de ferraille ou tout résidu de casse, de brûlage (pneus, fils électriques ou de cuivre, plastiques...) ne sont pas autorisés sur le terrain.

Les feux ouverts de bois ou de charbon ou autres barbecues ne sont autorisés que dans des récipients prévus à cet effet. Ils sont rigoureusement interdits à même le sol, dans ou à proximité de l'aire.

ARTICLE 15 : Tous les animaux domestiques doivent être attachés et leurs rejets ramassés par leurs propriétaires. Leurs propriétaires doivent veiller à ce qu'ils respectent la tranquillité de chacun.

Chaque animal doit être détenu par son propriétaire, conformément à la réglementation en vigueur (vaccination, etc....).

ARTICLE 16 : Les usagers sont tenus de respecter les règles de bonne conduite et la signalisation en vigueur. Conformément au Code de la Route, la vitesse est limitée à 10 km/h maximum à l'intérieur de l'aire.

ARTICLE 17 : le fait de séjourner de l'aire de camping-car implique l'acceptation du présent règlement et l'engagement de s'y conformer.

En cas de manquement au présent règlement, la sanction relèvera d'une contravention de 1ère classe.

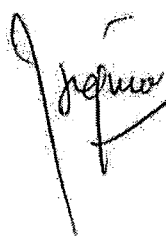

En cas d'infraction majeure, notamment en cas de non respect des durées maximum de stationnement visées à l'article 3, l'usager en cause pourra également être exclu de l'aire de camping-car sans pouvoir prétendre au remboursement de son séjour.

ARTICLE 18 : Mr le Directeur Général des Services, Mr le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et tous agents de la Force Publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Villeneuve les Maguelone le 21 janvier 2016

Le Maire

Noël SEGURA

2016DAD011
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 21 JANVIER 2016 A 18H15

OBJET :

CONVENTION DE MECENAT AVEC
LA SOCIETE LAFARGE GRANULATS
FRANCE

L'an deux Mille Seize, le Jeudi 21 janvier à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Danielle MARES, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, M Jean-Marie LEGOUGE, M Gérard AUBRY, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Pascale RIVALIERE, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Vanessa KEUSCH (procuration à M Pierre SEMAT), Mme Claudine FERNANDEZ (procuration à M Jean-Marie LEGOUGE), Mme Chantal CLARAC (procuration à M Jean-Yves CREPIN), M Frédéric CARQUET (procuration à M Denis LLORIA), Mme Virginie FERRARA-MARTOS (procuration à M Noël SEGURA), Mme Florence DONATIEN-GARNICA (procuration à Mme Pascale RIVALIERE), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Baptiste MENAGE, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : M Olivier NOGUES.

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160121-2016DAD011-DE
Date de télétransmission : 22/01/2016
Date de réception préfecture : 22/01/2016

Dans le cadre de la mise en place d'une régie municipale dédiée à la programmation d'actions culturelle pour l'année 2016, la commune a recherché des partenaires financiers pouvant permettre à la commune de développer une offre susceptible de s'adresser à tous les publics.

La commune agit dans un but désintéressée et développe une activité non lucrative qui ne bénéficie pas à un cercle restreint de personnes, aussi, la Société Lafarge Granulats France s'est déclarée intéressée à soutenir financièrement la commune dans son action dans le domaine culturel qui est d'intérêt général.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la loi Aillagon n°2003-709 du 1^{er} août 2003 sur le mécénat, encadré par l'article 238 bis du Code général des impôts.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité (1 contre : Mme Garcia, 4 abstentions : M. Desseigne, M. Harraga, M. Bouisson, Mme Brants),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mécénat avec la Société Lafarge Granulats France telle qu'annexée à la présente.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

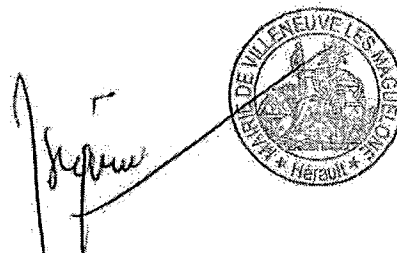
FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 21 JANVIER 2016.

PUBLIE LE 22 JAN. 2016

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA



CONVENTION DE MECENAT**ENTRE LES SOUSSIGNEES :**

La société **LAFARGE GRANULATS FRANCE**, Société par action simplifiée au capital de 19 263 968 euros, dont le siège est à CLAMART (92148 cedex) - 2 avenue du Général de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 562 110 882,

Représentée par **Monsieur Pascal RINGOT**, habilité à la signature des présentes en sa qualité de Directeur Général du Secteur Languedoc Roussillon, domicilié « Carrière de la Madeleine » – RD.612 – 34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Ci-après dénommée « **le MECENE** »
D'une part,

ET

La **Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**, dont le siège est localisé Place des Héros à Villeneuve-lès-Maguelone (34750),

Représentée par **Monsieur Noël SEGURA**, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 5 avril 2014.

Ci-après dénommée « **le BENEFICIAIRE** »
D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone dispose depuis plusieurs années déjà d'un Centre Culturel dénommé « Béranger de Frédol » qui accompagne la découverte, la promotion de l'art vivant et de la culture.

Dans le cadre de la mise en place d'une régie municipale dédiée à la programmation d'actions culturelles pour l'année 2016, la commune recherche des partenaires financiers pouvant permettre à la commune de développer une offre susceptible de s'adresser à tous les publics.

Le MECENE s'est déclaré intéressé à soutenir financièrement la commune dans son action dans le domaine culturel qui est d'intérêt général.

Le BENEFICIAIRE agit dans un but désintéressé et développe une activité non lucrative qui ne bénéficie pas à un cercle restreint de personnes.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la Loi Aillagon n°2003-709 du 1^{er} août 2003 sur le mécénat, encadré par l'article 238 bis du Code général des Impôts.

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIIT :**ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT**

Le MECENE s'engage à apporter son soutien au BENEFICIAIRE pour la programmation culturelle communale de la saison 2016 par un don d'une somme de 20 000 (VINGT MILLE) euros.

Le paiement de cette somme interviendra dans le délai de 1 mois à compter de la signature des présentes.

Le BENEFICIAIRE s'engage à utiliser ce don uniquement dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par cette dernière ; la preuve devra en être apportée à toutes demandes du MECENE.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue jusqu'à échéance du 31 décembre 2016.

Elle ne sera pas reconduite tacitement.

ARTICLE 3 - CONTREPARTIES DE L'ACTE DE MECENAT

Le montant des contreparties du don listées ci-après est aujourd'hui limité à 25% du montant total du don.

Article 3-1 - Accès privilégié à des spectacles

Le BENEFICIAIRE fournira au MECENE, pour un montant global de 5 000 (CINQ MILLE) euros

- des invitations pour chacun des spectacles prévus dans la programmation,
- un quota de places au tarif réduit pour le Comité d'Entreprise du MECENE pour tous les spectacles prévus dans la programmation.

Article 3-2 - Actions de communication

Le BENEFICIAIRE s'engage à effectuer les opérations de communication suivantes :

- Il s'engage à faire mention du soutien du MECENE sur la programmation papier 2016 et sur son site internet et à citer le nom du MECENE parmi ses soutiens de l'année 2016 sur les supports qu'il serait amené à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.
- Le BENEFICIAIRE s'engage à citer, en mentionnant son soutien, le MECENE et/ou le Groupe LAFARGE dans les dossiers de presse, les interviews et reportages réalisés dans le cadre de la programmation communale culturelle 2016 et plus généralement du mécénat, la communication de toute information relative au MECENE étant soumise à l'accord préalable de ce dernier.
- Pour tous les supports sur lesquels sera cité le MECENE, il fera reproduire le nom et le logo du MECENE et/ou le Groupe LAFARGE de façon visible et lisible. Cette reproduction sera effectuée selon la chartre graphique ou les maquettes fournies par le MECENE, les documents définitifs étant soumis à l'accord préalable du MECENE.

Le BENEFICIAIRE autorise le MECENE à évoquer le présent mécénat dans sa communication externe et interne.

ARTICLE 4 - ASPECTS FISCAUX

Le MECENE s'engage à émettre au BENEFICIAIRE une facture pro-forma détaillant la nature et la valeur du mécénat.

A réception de la facture pro-forma, le BENEFCIAIRE s'engage à émettre en faveur du MECENE un reçu fiscal (cerfa 11580*03) lui permettant de déduire le montant du don, pour la valeur figurant sur la facture pro-forma.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE

Les parties conviennent que le MECENE ne fait que participer financièrement à la programmation culturelle 2016 de la commune et qu'en aucun cas, il ne saurait être recherché ou inquiété du fait d'un quelconque dommage se produisant lors des spectacles.

ARTICLE 6 - TRANSMISSION

Le MECENE pourra céder (par cession, location-gérance, fusion, transmission universelle du patrimoine) tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à toute entreprise du groupe LAFARGE sous réserve d'en informer le BENEFCIAIRE.

ARTICLE 7 - RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, la partie lésée pourra résilier de plein droit la présente convention après une mise en demeure restée sans effet pendant un mois.

ARTICLES 8 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties font élection de domicile aux adresses mentionnées en entête des présentes.

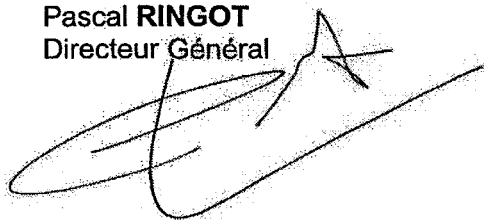
En cas de difficulté dans l'interprétation et l'exécution des obligations figurant à la présente convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal compétent du siège du MECENE.

Fait à Villeneuve-lès-Maguelone, le 21 janvier 2016
En deux exemplaires

Le MECENE

LAFARGE GRANULATS France
Pascal RINGOT
Directeur Général



Le BENEFCIAIRE

Commune de Villeneuve-lès-Maguelone
Noël SEGURA
Maire




2016DAD012
COMMUNE
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 15 MARS 2016 A 18H15

OBJET :

ACQUISITION PARCELLE AP N°129 -
ODIN JOSEPH BENOIT

Accusé de réception en préfecture
034-213403371-20160315-2016DAD012-DE
Date de télétransmission : 16/03/2016
Date de réception préfecture : 16/03/2016

L'an deux Mille Seize, le Mardi 15 mars à 18 heures 15, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone s'est assemblé dans la salle des séances de la mairie, sous la présidence de Noël SEGURA, Maire.

PRESENTS : M Noël SEGURA, M Patrick POITEVIN, Mme Vanessa KEUSCH, M Pierre SEMAT, Mme Annie CREGUT, M Jean-Paul HUBERMAN, Mme Gisèle GUILLIMIN, Mme Claudine FERNANDEZ, M Gérard AUBRY, Mme Chantal CLARAC, M Pascal FILIPPI, Mme Florence LENEUF, M Denis LLORIA, Mme Patricia JACQUEY, Mme Florence DONATIEN-GARNICA, M Jean-Yves CREPIN, M Olivier NOGUES, Mme Virginie FERRARA-MARTOS, M Serge DESSEIGNE, M Abdelhak HARRAGA, Mme Françoise GARCIA, Mme Stéphanie BRANTS.

ABSENT(S) PROC :

Mme Danielle MARES (procuration à Mme Gisèle GUILLIMIN), M Jean-Marie LEGOUGE (procuration à M Patrick POITEVIN), Mme Pascale RIVALIERE (procuration à Mme Patricia JACQUEY), M Baptiste MENAGE (procuration à M Noël SEGURA), M Yvan BOUISSON (procuration à Mme Stéphanie BRANTS).

ABSENTS : M Frédéric CARQUET, M Jean RUIZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Virginie FERRARA-MARTOS.

Dans le cadre de sa politique foncière, la Commune a obtenu de Monsieur ODIN Joseph Benoit, domicilié Les Fours à Chaux 42750 MARS, une promesse de vente reçue le 17/02/2016, concernant la parcelle AP 129, lieu-dit « Les Tombettes », d'une superficie de 937 m².

La transaction pourra se faire au prix de 1,20 €/ m², auquel se rajoutent 750 euros pour les arbres et la remise en état du terrain, soit un montant total de 1 874 €.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 15 MARS 2016.

PUBLIE LE **1 6 MARS 2016**

POUR COPIE CONFORME

LE MAIRE CERTIFIE CONFORME LE CARACTERE EXECUTOIRE DE LA PRESENTE DELIBERATION.

Noël SEGURA




La présente délibération sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.